ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation, le 8 septembre 1986, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "organisant l'affectation volontaire à la protection civile ou à d'autres tâches d'intérêt général de personnes âgées de 18 ans au moins et non soumises à l'obligation du service militaire", a donné le 6 octobre 1986 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 8 september 1986 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt en Decentralisatie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de vrijwillige dienstneming bij de civiele bescherming of voor andere taken van algemeen belang van personen die ten minste achttien jaar oud en niet aan de militaire dienstplicht onderworpen zijn", heeft op 6 oktober 1986 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE.

Les articles 19 à 21 du projet reproduisent les articles 17 à 19 d'un projet précédent sur lequel le Conseil d'Etat, section de législation, a donné son avis le 5 novembre 1985, sous le n° L. 17.036/2.

Dans cet avis, le Conseil d'Etat a fait sur les articles 17 à 19 l'observation suivante :

"Les articles 17 à 19 du projet tendent à modifier l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Selon l'article 15 de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale (1), ces articles doivent être soumis à l'avis du comité de gestion de l'organisme chargé d'appliquer l'arrêté royal du 4 novembre 1963, le Ministre ne pouvant se dispenser de l'accomplissement de cette formalité que s'il invoque l'urgence et en en informant le président du comité de gestion.

Selon les déclarations du délégué du Ministre, cet avis n'a pas été sollicité. Par ailleurs, le Conseil d'Etat n'a pas été informé de la décision du Ministre de ne pas solliciter cet avis, en raison de l'urgence.

En tant qu'il contient les articles 17 à 19, qui sont dissociables de l'ensemble de l'arrêté, le projet n'est pas en état d'être actuellement soumis à l'avis du Conseil d'Etat, section de législation".

Cette formalité n'ayant toujours pas été accomplie, le Conseil d'Etat ne peut que rappeler cette observation.

+

.../...

---

(1) Cet article 15 a été rendu applicable à l'Institut national d'assurance maladie-invalidité par l'article 7 de la loi du 9 août 1963, instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, modifié par la loi du 24 décembre 1963.

EXAMEN DU TEXTE.

Préambule.

S'il est exact que la loi du 13 juillet 1970 a modifié la loi du 9 juillet 1951, il n'y a cependant pas lieu de le rappeler car la loi du 13 juillet 1970 n'a modifié ni l'intitulé ni l'article 2bis de la loi du 9 juillet 1951.

Il y a dès lors lieu, à l'alinéa 2, de supprimer les mots "modifiée par la loi du 13 juillet 1970".

Dispositif.

Dans le texte français, il y a lieu d'écrire "Chapitre ler" et non "Chapitre I".

Article ler.

La rédaction suivante est proposée pour le 1° et le 2° :

"1° service civil volontaire : le service accompli en vertu des dispositions de l'article 21 de la loi de redressement du 31 juillet 1984;

2° candidat : toute personne, de sexe masculin ou féminin, qui désire accomplir un service civil volontaire;".

.../...

Au 3°, il y a lieu d'écrire : "engagement" au lieu de "l'engagement". En outre, dans le texte néerlandais, il convient d'écrire : "zich verbindt om" au lieu de "zich verbindt".

+

Le 4° de l'article ler appelle l'observation suivante :

Cette disposition attribue au gouverneur de province "agissant au nom du Ministre de l'Intérieur", le pouvoir d'accepter l'engagement (1). Il ressort en outre de l'article 4, § 4, du projet que c'est au gouverneur qu'il appartient également de refuser les engagements et de décider des affectations.

Selon l'article 21 de la loi de redressement du 31 juillet 1984, fondement de l'arrêté en projet, "toute personne âgée de 18 ans au moins et non soumise à l'obligation du service militaire peut, à sa demande, être affectée par le Ministre de l'Intérieur au Service de la protection civile ou à d'autres tâches d'intérêt général". Selon le texte, cette affectation se fait "selon les modalités, aux conditions et pour la durée que le Roi fixe ...". Ce texte doit s'interpréter comme attribuant au Ministre le pouvoir de décider des engagements et pas seulement le pouvoir "d'affecter" le volontaire à la protection civile ou à un organisme d'intérêt général.

.../...

---

(1) L'article 16 contient la même formule, mais il sera proposé de l'omettre.

Selon le fonctionnaire délégué, la formule, assez inhabituelle "agissant au nom du Ministre de l'Intérieur", traduit l'intention du Gouvernement de "déléguer" les pouvoirs du Ministre au gouverneur. Il ressort, tant du texte que des explications du fonctionnaire délégué que le pouvoir d'accepter les engagements, de les refuser et de les résilier sera exercé par le gouverneur.

Les dispositions en projet ne sont pas à analyser comme relevant d'une délégation de pouvoir, mais comme l'attribution, par le Roi, au gouverneur, de l'exercice d'un pouvoir qui, en application de l'article 21 de la loi précitée, appartient au Ministre. Le pouvoir attribué au Roi par l'article 21 de la loi précitée, de déterminer les modalités et conditions des engagements, ne lui permet pas de retirer au Ministre les pouvoirs que la loi lui confère.

C'est sous le rapport des principes admis en matière de délégation de pouvoir qu'il faut envisager la mise en oeuvre des intentions du Gouvernement.

La question se pose de savoir si le Ministre de l'Intérieur pourrait déléguer au gouverneur le pouvoir qu'il tient de l'article 21 précité. Le texte ne prévoit pas de possibilité de délégation; on sait cependant que l'interdiction de la délégation n'est pas absolue. En matière de décisions individuelles, notamment, intervenant à la demande des particuliers - par exemple des autorisations - il est admis que, pour des raisons d'efficacité, eu égard au nombre de décisions à prendre, il ne s'impose pas au Ministre de statuer personnellement sur chacune des demandes. La délégation est notamment licite si le législateur n'a pas voulu,

pour des motifs particuliers, imposer l'intervention personnelle du Ministre.

En l'espèce, les travaux préparatoires de la loi du 31 juillet 1984 ne révèlent aucune intention de cette nature. Il est évidemment difficile de prévoir le succès du volontariat en projet. Le budget du Ministre de l'Intérieur prévoit l'engagement de deux cents volontaires. Pour le surplus, on notera que l'article 2 du projet fixe des conditions d'engagement bien précises, qui ne laissent pas place à un pouvoir d'appréciation, et qu'en vertu de l'article 6, le contingent annuel des volontaires civils est déterminé par le Ministre de l'Intérieur, et réparti par lui, d'une part, par province, d'autre part, entre les services du corps de protection civile et les autres organismes d'intérêt général. Dans chaque province, les demandes sont prises en considération par année, dans l'ordre chronologique de leur envoi. Le Gouvernement a fait le choix d'une organisation des engagements, par province. Dans l'esprit du Gouvernement, c'est ce choix qui justifie la délégation des pouvoirs du Ministre au gouverneur.

La délégation ainsi précisée peut être admise.

En conséquence, il est proposé de rédiger le 4° de la manière suivante :

"4° volontaire : tout candidat dont l'engagement a été accepté par le Ministre de l'Intérieur ou par le gouverneur de province auquel il délègue ses pouvoirs".

.../...

Article 2.

Il est proposé de rédiger le début de l'article comme suit :

"Pour être admis au service civil volontaire, il faut :".

Le texte néerlandais du 1° devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Il est proposé d'insérer la condition d'âge prévue à l'article 3, alinéa 3, dans un 4° de l'article 2, alinéa ler, qui serait rédigé de la manière suivante :

"4° être âgé de dix-huit ans au moins et de vingt-six ans au plus à la date de l'introduction de la candidature".

En ce qui concerne l'alinéa 2, il est rappelé que, dans son avis du 5 novembre 1985, n° L. 17.036/2, sous l'article 3, alinéa 2, le Conseil d'Etat avait proposé la rédaction suivante :

> "Ne sont pas admis au service civil volontaire, les miliciens en congé illimité, les miliciens en congé définitif, les exemptés pour cause physique, les licenciés par réforme, les objecteurs de conscience et ceux qui ont été exclus ou renvoyés de l'armée".

Article 3.

La rédaction suivante est proposée pour le début de l'alinéa ler :

"La candidature est adressée par lettre recommandée à la poste :".

Le texte néerlandais de l'alinéa ler serait mieux rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"A la candidature sont joints un extrait d'acte de naissance, un certificat de bonnes conduite, vie et moeurs et, le cas échéant, un certificat de milice. L'étranger joint en outre une attestation de son inscription aux registres de population d'une commune belge depuis au moins cinq ans. Le ressortissant étranger qui est dans l'impossibilité de se procurer un extrait d'acte de naissance peut y suppléer en produisant un acte de notoriété, délivré par le juge de paix du canton dont relève son domicile".

L'alinéa 3 doit être omis, compte tenu de l'observation faite sous l'article 2, alinéa ler, 4°.

A l'alinéa 4 (devenant l'alinéa 3), il y a lieu de supprimer les mots "dans sa demande".

Article 4.

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il convient d'écrire :

"Si le candidat satisfait aux dispositions des articles 2 et 3, le gouverneur de province lui envoie, dans les trente jours de la réception de sa candidature, un acte d'engagement en double exemplaire".

Il n'est pas au pouvoir du Roi de modifier les règles de capacité des mineurs. La disposition qui figure au paragraphe 1er, alinéa 3, doit dès lors être remplacée par le texte suivant :

"La signature du représentant légal est requise pour l'engagement d'un mineur".

La rédaction suivante est proposée pour le paragraphe 1er, alinéa 4 :

"Un exemplaire, signé par le Ministre de l'Intérieur ou par le gouverneur de province auquel il délègue ses pouvoirs, est renvoyé au volontaire".

En ce qui concerne le paragraphe 1er, alinéa 5, le Conseil d'Etat rappelle que dans son avis précité du 5 novembre 1985, n° L. 17.036/2, il avait proposé le texte suivant :

.../...

"L'engagement est accepté sous la condition que le volontaire se soumette à un examen médical et satisfasse aux critères d'aptitude physique, conformément à l'article 5".

Au paragraphe 3, il y a lieu d'écrire :

"§ 3. Une candidature ne peut être introduite qu'une fois.

Toutefois, si une candidature n'a pu être admise parce que le contingent annuel fixé est atteint ou en raison d'une absence justifiée du volontaire à l'examen médical, une seconde candidature peut être introduite".

*

Il est à noter que le projet ne prévoit pas la notification au candidat de la décision de refus. Il ne prévoit pas non plus expressément que la décision d'affectation est prise par le gouverneur. Le texte devrait être précisé sur ces points.

.../...

Article 5.

Dans la seconde phrase, il y a lieu de supprimer les mots "auxquels ils doivent satisfaire".

Il conviendrait de confier au Ministre le pouvoir de désigner le médecin ou le service médical qui procédera à l'examen.

Article 6.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Dans chaque province, les candidatures sont prises en considération par année, dans l'ordre chronologique de leur recommandation à la poste".

Article 7.

Les mots "non candidats gradés de réserve" doivent être remplacés par les mots "qui ne sont pas candidats à un grade de réserve,".

Article 8.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 8.-

En temps de paix, le volontaire peut, par lettre recommandée à la poste adressée au gouverneur de province, mettre fin à son service moyennant un préavis de trois mois. Le délai de préavis prend cours à la date d'expédition de la lettre".

.../...

Article 9.

Contrairement à ce qui a été admis pour l'article 1er, 4°, du projet, le Conseil d'Etat estime que le pouvoir de mettre fin sans préavis au service civil volontaire ne peut être délégué par le Ministre au gouverneur de province.

Il n'en va pas, dans ce cas, comme de l'engagement. En effet, les décisions à prendre ne peuvent être nombreuses et supposent la mise en oeuvre d'un pouvoir d'appréciation du comportement du volontaire.

L'intervention du gouverneur de province devrait se limiter à proposer la mesure au Ministre après avoir procédé à l'instruction du dossier dans le respect des droits de la défense.

Parmi les motifs qui doivent permettre de mettre fin au service sans préavis, il semble qu'il y aurait lieu de prévoir la faute grave.

La rédaction suivante est proposée :

.../...

"Article 9.-

Le Ministre de l'Intérieur, sur proposition du gouverneur de province, l'intéressé entendu, met fin sans préavis au service du volontaire si ses prestations sont insuffisantes, s'il s'est absenté sans motif valable pendant une période ininterrompue d'au moins dix jours, s'il s'est rendu coupable d'une faute grave ou s'il cesse d'être physiquement apte à accomplir son service.

L'inaptitude physique doit être établie par un examen médical organisé dans les conditions de l'article 5 et demandé par le volontaire ou par le gouverneur de province".

Article 10.

L'article doit être divisé en quatre alinéas, le premier correspond à la première phrase, le deuxième correspondant à la deuxième phrase et les deux derniers devenant les alinéas 3 et 4 proposés ci-après.

*

Il ne paraît pas logique de subordonner l'octroi de l'allocation forfaitaire pour frais d'habillement à la circonstance que le volontaire ne soit pas logé et nourri aux frais de l'Etat.

.../...

La rédaction suivante est dès lors proposée pour les alinéas 3 et 4 :

"S'ils ne sont pas logés et nourris aux frais de l'Etat, ils bénéficient d'une indemnité de nourriture et d'une intervention dans les frais de transport qu'ils doivent réellement exposer. Ils bénéficient également d'une allocation forfaitaire pour frais d'habillement.

Le montant de ces indemnité, intervention et allocation est fixé par le Ministre de l'Intérieur".

Article 11.

Au début de l'article, il convient d'écrire : "Toute affectation à un service de la protection civile ...".

Article 12.

A la fin de l'article, il y a lieu d'écrire : "... le service du volontaire peut, avec son accord, être prolongé par le gouverneur de province".

Article 13.

La rédaction suivante est proposée :

.../...

"Article 13.-

Lors d'événements calamiteux, de catastrophes ou de sinistres en temps de paix, le service du volontaire peut, avec son accord, être prolongé de mois en mois par le gouverneur de province".

Article 14.

Au paragraphe 1er, avant le 1°, il y a lieu d'omettre les mots "dans les cas ci-après :".

A la fin du paragraphe 4, il y a lieu d'écrire "le présent article" et non "la présente disposition".

Article 15.

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il y a une discordance entre le texte néerlandais, qui parle de "publiekrechtelijke personen", et le texte français, qui parle d'"organismes de droit public". A l'alinéa 2, le texte néerlandais emploie l'expression "instelling" qui correspond, dans le texte français, au terme "organisme". Il convient d'utiliser le terme qui correspond aux intentions des auteurs du projet.

Au paragraphe 1er, alinéa 2, 1°, premier tiret, par souci de concordance avec les article 13 et 14, il y a lieu d'écrire "... lors d'événements calamiteux, de catastrophes ou de sinistres;".

.../...

Au paragraphe 1er, alinéa 2, 1°, second tiret, il convient d'écrire "... aux handicapés physiques ou mentaux;".

Au paragraphe 1er, alinéa 2, 2°, dans le texte français, il y a lieu d'écrire "... la loi du 16 mars 1971 sur le travail ...".

Article 16.

L'exclusion du service civil résulte de la disposition en projet elle-même. Le membre de phrase "par le gouverneur de province agissant au nom du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique" doit être omis. Il doit être remplacé par un alinéa nouveau ainsi rédigé :

"L'exclusion est notifiée au volontaire par le gouverneur de province".

Article 17.

Dans le texte français, la loi du 9 août 1963 doit être citée avec son intitulé exact, à savoir : "... instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité".

.../...

Article 18.

Si l'intention du Gouvernement est d'assimiler le volontaire à la victime d'un accident du travail au sens de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle les mots "et des personnes à sa charge", qui ne figuraient pas dans le projet sur lequel il a donné son avis le 5 novembre 1985, sous le n° L.17.036/2, ont été ajoutés dans le texte, alors que cette notion n'existe ni dans la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail ni dans les lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970.

VOORAFGAANDE OPMERKING.

De artikelen 19 tot 21 van het ontwerp nemen de artikelen 17 tot 19 over van een vorig ontwerp waarover de Raad van State, afdeling wetgeving, op 5 november 1985 advies heeft uitgebracht onder het nr. L. 17.036/2.

In dat advies heeft de Raad van State over de artikelen 17 tot 19 de volgende opmerking gemaakt :

"De artikelen 17 tot 19 van het ontwerp strekken tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Volgens artikel 15 van de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg (1) moeten die artikelen voor advies worden voorgelegd aan het beheerscomité van de instelling die met de toepassing van het koninklijk besluit van 4 november 1963 belast is, en kan de Minister aan de vervulling van dat vormvereiste slechts voorbijgaan als hij zich op de dringende noodzakelijkheid beroept en de voorzitter van het beheerscomité daarvan in kennis stelt.

Volgens de verklaringen van de gemachtigde van de Minister is dat advies niet gevraagd. Bovendien is de Raad van State niet op de hoogte gebracht van de beslissing van de Minister om wegens de dringende noodzakelijkheid dat advies niet te vragen.

Voor zover het ontwerp de artikelen 17 tot 19 bevat, welke los gezien kunnen worden van het besluit als geheel, is het niet in zoverre gereed dat het thans voor advies aan de Raad van State, afdeling wetgeving, kan worden voorgelegd".

.../...

---

(1) Dit artikel 15 is op het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering toepasselijk gemaakt bij artikel 7 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, gewijzigd bij de wet van 24 december 1963.

Aangezien aan dat vormvereiste nog steeds niet voldaan is, kan de Raad van State niet anders dan die opmerking in herinnering brengen.

+

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Aanhef.

Hoewel het juist is dat de wet van 13 juli 1970 de wet van 9 juli 1951 gewijzigd heeft, behoeft daar echter niet aan herinnerd te worden, daar de wet van 13 juli 1970 noch het opschrift noch artikel 2bis van de wet van 9 juli 1951 heeft gewijzigd.

Derhalve moeten in het tweede lid de woorden "gewijzigd bij de wet van 13 juli 1970" vervallen.

Bepalend gedeelte.

In de Franse tekst schrijve men "Chapitre 1er" en niet "Chapitre I".

Artikel 1.

Er wordt voorgesteld 1° en 2° als volgt te redigeren :

.../...

"1° vrijwillige burgerdienst : de dienst die volbracht wordt krachtens de bepalingen van artikel 21 van de herstelwet van 31 juli 1984;

2° kandidaat : iedere persoon, man of vrouw, die vrijwillige burgerdienst verlangt te doen;".

In 3° schrijve men "dienstneming" in plaats van "de dienstneming" en "zich verbindt om" in plaats van "zich verbindt".

+

Bij 4° van artikel 1 moet de volgende opmerking worden gemaakt :

Deze bepaling verleent aan de provinciegouverneur "handelend in naam van de Minister van Binnenlandse Zaken" de bevoegdheid om in de dienstneming te bewilligen (1). Uit artikel 4, § 4, van het ontwerp blijkt bovendien dat de gouverneur eveneens bevoegd is om dienstnemingen te weigeren en tot aanwijzing te besluiten.

Artikel 21 van de herstelwet van 31 juli 1984, de rechtsgrond van het ontworpen besluit, luidt aldus : "elke persoon die ten minste 18 jaar oud is en niet onderworpen aan de militaire dienstplicht, (kan) op zijn vraag door de Minister van Binnenlandse Zaken aangewezen worden voor de Dienst van de civiele bescherming of voor andere taken van algemeen nut". Volgens de tekst geschiedt deze aanwijzing

.../...

---

(1) Artikel 16 bevat dezelfde formule; er wordt echter voorgesteld ze te laten vervallen.

"volgens de modaliteiten, onder de voorwaarden en voor de duur bepaald door de Koning ...". Deze tekst moet geacht worden de Minister de bevoegdheid te verlenen om over de dienstnemingen te beslissen en niet alleen de bevoegdheid om de vrijwilliger "aan te wijzen" voor de civiele bescherming of voor een "instelling van algemeen belang".

Volgens de gemachtigde ambtenaar vertolkt de vrij ongewone formule "handelend in naam van de Minister van Binnenlandse Zaken" de bedoeling van de Regering om de bevoegdheid van de Minister aan de gouverneur "over te dragen". Zowel uit de tekst als uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat de bevoegdheid om in de dienstnemingen te bewilligen, ze te weigeren en ze te verbreken, door de gouverneur zal worden uitgeoefend.

De ontworpen bepalingen zijn niet te beschouwen als een delegatie van bevoegdheid, maar als het opdragen aan de gouverneur, door de Koning, van de uitoefening van een bevoegdheid die overeenkomstig artikel 21 van de voormelde wet bij de Minister berust. De bij artikel 21 van de voormelde wet aan de Koning verleende bevoegdheid voor het bepalen van de "modaliteiten en voorwaarden" omtrent de dienstnemingen verooflooft de Koning niet de Minister de bevoegdheden te ontnemen die de wet hem verleent.

Vanuit het oogpunt van de inzake bevoegdheidsoverdracht aanvaarde beginselen is het dat de verwezenlijking van de bedoeling van de Regering moet worden beschouwd.

.../...

De vraag rijst of de Minister van Binnenlandse Zaken de bevoegdheid die hij aan het voormelde artikel 21 ontleent aan de gouverneur zou kunnen overdragen. De tekst voorziet niet in de mogelijkheid van bevoegdheidsoverdracht; het is echter bekend dat het verbod op bevoegdheidsoverdracht niet volstrekt is. Inzake individuele beslissingen, onder meer wanneer die op verzoek van particulieren tot stand komen - bijvoorbeeld bij vergunningen - is men het erover eens dat, gelet op het aantal te nemen beslissingen de Minister om redenen van doeltreffendheid niet verplicht is om persoonlijk op elke aanvraag te beschikken. Bevoegdheidsoverdracht is onder meer geoorloofd wanneer de wetgever om bijzondere redenen de persoonlijke bemoeienis van de Minister niet heeft willen opleggen.

In het onderhavige geval brengt de parlementaire voorbereiding van de wet van 31 juli 1984 geen enkele bedoeling van dien aard aan het licht. Het succes van de in uitzicht gestelde vrijwillige dienstneming is uiteraard moeilijk te voorzien. In de begroting van de Minister van Binnenlandse Zaken is gerekend met de dienstneming van tweehonderd vrijwilligers. Overigens zij erop gewezen dat artikel 2 van het ontwerp wel bepaalde dienstnemingsvoorwaarden stelt, die geen ruimte laten voor enige beoordelingsbevoegdheid, en dat het jaarlijkse contingent van burgerlijke vrijwilligers krachtens artikel 6 door de Minister van Binnenlandse Zaken wordt vastgesteld en door hem wordt verdeeld, enerzijds per provincie, anderzijds over de diensten van het korps van de civiele bescherming en de andere instellingen van algemeen belang. In iedere provincie worden de aanvragen per jaar in aanmerking genomen, in de chronologische volgorde waarin ze zijn toegezonden. De Regering heeft ervoor gekozen de dienstnemingen per provincie te

organiseren. Volgens de Regering is het die keuze die de overdracht van de bevoegdheden van de Minister aan de gouverneur rechtvaardigt.

De aldus toegelichte bevoegdheidsoverdracht kan worden aanvaard.

Bijgevolg wordt voorgesteld 4° als volgt te redigeren :

"4° vrijwilliger : iedere kandidaat wiens dienstneming is aanvaard door de Minister van Binnenlandse Zaken of door de provinciegouverneur aan wie hij zijn bevoegdheid overdraagt".

Artikel 2.

Voorgesteld wordt het begin van het artikel als volgt te stellen :

"Om tot de vrijwillige burgerdienst te worden toegelaten moet men :".

De Nederlandse tekst onder 1° redigere men als volgt :

"1° van Belgische nationaliteit zijn of onderdaan zijn van een Staat waarmede België diplomatieke betrekkingen onderhoudt.

Onderdanen van een vreemde Staat moeten bovendien het bewijs leveren dat zij op de datum van toezending van hun kandidatuur sedert ten minste vijf jaar in de bevolkingsregisters van een Belgische gemeente zijn ingeschreven;".

Er wordt voorgesteld het in artikel 3, derde lid, opgelegde leeftijdsvereiste op te nemen als 4° van artikel 2, eerste lid, dat als volgt geredigeerd zou worden :

"4° ten minste achttien jaar en ten hoogste zesentwintig jaar oud zijn op de datum van indiening van de kandidatuur".

Met betrekking tot het tweede lid wordt erop gewezen dat de Raad van State in zijn advies van 5 november 1985, nr. L. 17.036/2, onder artikel 3, tweede lid, de volgende redactie had voorgesteld :

> "Tot de vrijwillige burgerdienst worden niet toegelaten, de dienstplichtigen met onbepaald verlof, de dienstplichtigen met definitief verlof, degenen die op lichamelijke grond vrijgesteld zijn, degenen die bij reform ontslagen zijn, de gewetensbezwaarden en degenen die uit het leger uitgesloten of weggezonden zijn".

Artikel 3.

Er wordt voorgesteld het eerste lid als volgt te redigeren :

"De kandidatuur wordt bij ter post aangetekende brief gericht :

- wat betreft de Belgen die in België verblijven en de onderdanen van een vreemde Staat, aan de gouverneur van de provincie waar zij hun hoofdverblijf hebben;

.../...

- wat betreft Belgen die in het buitenland verblijven, aan de gouverneur van de provincie waaronder hun militiewoonplaats ressorteert of, bij ontstentenis van een dergelijke woonplaats, aan de gouverneur van de provincie Brabant".

Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te redigeren :

"Bij de kandidatuur worden gevoegd : een uittreksel uit de geboorteakte, een getuigschrift van goed zedelijk gedrag en, in voorkomend geval, een militiegetuigschrift. Vreemdelingen voegen hierbij bovendien een attest waaruit blijkt dat zij sedert ten minste vijf jaar in de bevolkingsregisters van een Belgische gemeente zijn ingeschreven. Onderdanen van een vreemde Staat die in de onmogelijkheid verkeren om een uittreksel uit de geboorteakte te verkrijgen, mogen in de plaats daarvan een akte van bekendheid overleggen, afgegeven door de vrederechter van het kanton waaronder hun woonplaats ressorteert".

Het derde lid moet, gelet op de onder artikel 2, eerste lid, 4°, gemaakte opmerking, vervallen.

In het vierde lid (dat het derde lid wordt) moeten de woorden "in zijn aanvraag" vervallen.

.../...

Artikel 4.

In paragraaf 1, eerste lid, schrijve men :

"Als de kandidaat voldoet aan de bepalingen van de artikelen 2 en 3, zendt de provinciegouverneur hem binnen dertig dagen na de ontvangst van zijn kandidatuur een akte van dienstneming in tweevoud".

De Koning is niet bevoegd om de bepalingen omtrent de bekwaamheid van de minderjarigen te wijzigen. De bepaling in paragraaf 1, derde lid, moet derhalve door de volgende tekst worden vervangen :

"De handtekening van de wettelijke vertegenwoordiger is vereist opdat een minderjarige dienst kan nemen".

Er wordt voorgesteld paragraaf 1, vierde lid, als volgt te redigeren :

"Een exemplaar, ondertekend door de Minister van Binnenlandse Zaken of door de provinciegouverneur aan wie hij zijn bevoegdheid overdraagt, wordt aan de vrijwilliger teruggezonden".

Inzake paragraaf 1, vijfde lid, attendeert de Raad van State erop dat hij in zijn advies van 5 november 1985, nr. L. 17.036/2, de volgende tekst had voorgesteld :

> "De dienstneming wordt aanvaard op voorwaarde dat de vrijwilliger zich aan een geneeskundig onderzoek onderwerpt en voldoet aan de criteria inzake lichamelijke geschiktheid, overeenkomstig artikel 5".

.../...

In paragraaf 3 zou men moeten schrijven :

"§ 3. Een kandidatuur kan slechts eenmaal worden ingediend.

Wanneer een kandidatuur echter niet aanvaard is kunnen worden omdat het vastgestelde jaarlijks contingent bereikt is of wegens een gerechtvaardigde afwezigheid van de vrijwilliger bij het geneeskundig onderzoek, mag een tweede kandidatuur worden ingediend".

+

Op te merken valt dat het ontwerp niet voorschrijft dat de beslissing tot weigering ter kennis van de kandidaat dient te worden gebracht. Het bepaalt evenmin uitdrukkelijk dat de beslissing tot aanwijzing door de gouverneur wordt genomen. De tekst zou op die punten moeten worden verduidelijkt.

Artikel 5.

In de tweede volzin schrappe men de woorden : "waaraan zij moeten voldoen".

Aan de Minister zou de bevoegdheid moeten worden verleend om de geneesheer of de geneeskundige dienst aan te wijzen die het onderzoek zal verrichten.

.../...

Artikel 6.

Het tweede lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"In iedere provincie worden de kandidaturen in aanmerking genomen per jaar, naar tijdsorde van hun aantekening ter post".

Artikel 7.

De woorden "die geen kandidaatreserve gegradueerde zijn" moeten worden vervangen door de woorden "die geen kandidaat zijn voor een reservegraad".

Artikel 8.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 8.-

In vredestijd kan de vrijwilliger bij een ter post aangetekende brief gericht aan de provinciegouverneur, een einde maken aan zijn dienst met inachtneming van een opzegging van drie maanden. De opzeggingstermijn gaat in op de datum van verzending van de brief".

Artikel 9.

In tegenstelling met wat is aanvaard voor artikel 1, 4°, van het ontwerp, is de Raad van State van oordeel dat de bevoegdheid om zonder opzegging een einde te maken aan de vrijwillige burgerdienst, door de Minister niet mag worden overgedragen aan de provinciegouverneur.

.../...

In dit geval ligt de zaak anders dan bij een dienstneming. De te nemen beslissingen kunnen immers niet talrijk zijn en veronderstellen dat er een overheid is die het gedrag van de vrijwilliger te beoordelen heeft.

Het optreden van de provinciegouverneur zou zich ertoe moeten bepalen de maatregel aan de Minister voor te stellen na het dossier te hebben onderzocht met eerbiediging van de rechten van de verdediging.

Bij de motieven op grond waarvan zonder opzegging aan de dienst een einde gemaakt moet kunnen worden, moet blijkbaar ook de grove tekortkoming worden vermeld.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 9.-

Op voorstel van de provinciegouverneur, maakt de Minister van Binnenlandse Zaken, nadat de betrokkene is gehoord, zonder opzegging een einde aan de dienst van de vrijwilliger, indien diens prestaties onvoldoende zijn, indien hij zonder geldige reden gedurende ten minste tien dagen onafgebroken afwezig gebleven is, indien hij zich schuldig gemaakt heeft aan een grove tekortkoming of indien hij niet langer lichamelijk geschikt is om zijn dienst te volbrengen.

De lichamelijke ongeschiktheid moet worden vastgesteld aan de hand van een geneeskundig onderzoek dat georganiseerd wordt overeenkomstig artikel 5 en aangevraagd wordt door de vrijwilliger of door de provinciegouverneur".

.../...

Artikel 10.

Het artikel moet worden ingedeeld in vier leden, waarbij het eerste lid overeenstemt met de eerste volzin, het tweede met de tweede volzin en de laatste twee leden de hierna voorgestelde leden 3 en 4 worden.

+

Het lijkt niet logisch de toekenning van de forfaitaire kledingtoelage afhankelijk te stellen van de omstandigheid dat de vrijwilliger geen kost en inwoning ten laste van de Staat geniet.

De volgende redactie wordt derhalve voorgesteld voor het derde en het vierde lid :

"Indien zij geen kost en inwoning ten laste van de Staat genieten, ontvangen zij een voedselvergoeding en een tegemoetkoming in de werkelijk gemaakte reiskosten. Zij ontvangen eveneens een forfaitaire kledingtoelage.

Het bedrag van die vergoeding, tegemoetkoming en toelage wordt vastgesteld door de Minister van Binnenlandse Zaken".

Artikel 11.

In de Franse tekst schrijve men aan het begin van het artikel : "Toute affectation à un service de la protection civile ...".

.../...

Artikel 12.

Aan het slot van het artikel schrijve men : "..., kan de dienst van de vrijwilliger, met zijn instemming, door de provinciegouverneur worden verlengd".

Artikel 13.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 13.-

Bij rampspoedige gebeurtenissen, catastrofen of schadegevallen in vredestijd kan de dienst van de vrijwilliger, met zijn instemming, door de provinciegouverneur van maand tot maand worden verlengd".

Artikel 14.

De inleidende zin kan beter als volgt worden geredigeerd :

"De vrijwilliger die vóór het einde van zijn dienst daartoe een schriftelijk verzoek richt aan de provinciegouverneur, kan worden opgenomen in een reserve die door de Minister van Binnenlandse Zaken kan worden opgeroepen :".

Aan het slot van paragraaf 4 schrijve men "dit artikel", en niet "deze bepaling".

.../...

Artikel 15.

In paragraaf 1, eerste lid, is er een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse tekst, die spreekt van "publiekrechtelijke personen", en de Franse tekst, die het heeft over "organismes de droit public". In het tweede lid gebruikt de Nederlandse tekst de term "instelling", waarmee in de Franse tekst de term "organisme" overeenstemt. Men gebruike de term die beantwoordt aan de bedoeling van de stellers van het ontwerp.

Ter wille van de overeenstemming met de artikelen 13 en 14, schrijve men in paragraaf 1, tweede lid, 1°, eerste streepje : "... bij rampspoedige gebeurtenissen, catastrofen of schadegevallen;".

In paragraaf 1, tweede lid, 1°, tweede streepje, schrijve men : "... aan lichamelijk of mentaal gehandicapten;".

In paragraaf 1, tweede lid, 2°, schrijve men in de Franse tekst : "... la loi du 16 mars 1971 sur le travail ...".

Artikel 16.

De uitsluiting van de burgerdienst volgt uit de ontworpen bepaling zelf. Het zinsdeel "door de provinciegouverneur, handelend in naam van de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt" moet vervallen. Het moet worden vervangen door een als volgt geredigeerd nieuw lid :

"Van de uitsluiting wordt aan de vrijwilliger kennis gegeven door de provinciegouverneur".

.../...

Artikel 17.

In de Franse tekst moet de wet van 9 augustus 1963 aangehaald worden met haar juiste opschrift, namelijk : "... instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité".

Artikel 18.

Indien het in de bedoeling van de Regering ligt de vrijwilliger gelijk te stellen met het slachtoffer van een arbeidsongeval in de zin van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, is het de Raad van State niet duidelijk waarom de woorden "en van de personen te zijnen laste", die niet voorkwamen in het ontwerp waarover hij op 5 november 1985 zijn advies heeft gegeven onder nr. L. 17.036/2, in de tekst ingevoegd zijn, terwijl dat begrip niet bestaat in de wet betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, noch in de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970.

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

J.-J. STRYCKMANS, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par Mme M.-L. THOMAS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. M.-L. THOMAS, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. LIGOT.